

| FUSION NUCLÉAIRE |

Douze milliards pour une Arlésienne

Depuis le premier essai thermonucléaire, à Enitwetok, en 1952, les physiciens nous promettent la domestication de la fusion nucléaire «pour dans trente ans». Encouragés par l'exemple des résultats obtenus dans le domaine de la fission nucléaire, ils pensent pouvoir reproduire la fusion thermonucléaire dans un environnement confiné et contrôlable, afin d'en extraire l'énergie propre, inépuisable et bon marché, nécessaire au développement économique*. Les 435 réacteurs nucléaires en fonctionnement dans le monde prouvent leur savoir-faire, si l'on excepte quelques accidents, comme Tchernobyl et quelques

problèmes d'avenir que l'on résoudra plus tard.

En ce qui concerne la fusion, le «pour dans trente ans» reste de mise au moment où démarre, à Cadarache, près d'Aix-en-Provence, le projet ITER. Pour 12 milliards d'euros, les promoteurs de la fusion espèrent, d'ici 2016, pouvoir expliquer pourquoi le plasma, qui est le siège de la réaction, perd ses particules et son énergie 1000 à 10 000 fois plus rapidement que ce que prétend la théorie. Une fois ce détail réglé, un autre prototype préindustriel, baptisé DEMO, devrait produire le premier kWh vers 2030... Au vu

des difficultés rencontrées, certains scientifiques parlent aujourd'hui d'un horizon de 50 ans.

Pendant ce temps, nos ressources énergétiques s'épuisent, alors que pour douze milliards d'euros, amortis en vingt ans, on peut financer 2400 centrales photovoltaïques d'une puissance d'1 MW, comme celle de Verbois, à Genève, qui produit annuellement une énergie de 1 GWh, soit la consommation d'environ 300 familles.

Jean-Marc Cottier

*Le soleil dans un thermos – Horizons, Magazine du FNRS, juin 2007.

| LECTURE |

Il est temps de redevenir humain

Le livre s'appelle «*La société de consommation*». Son auteur, Alain Dunand, a choisi ce titre parce que notre «société brûle, carbonise, consume nos vies, nos ressources, notre environnement.» Il est plus facile de détruire que de construire, admet-il, et notre temps, soumis aux loisirs, n'arrange pas les choses. L'auteur, diplômé des universités de Genève, Harvard et Yale, ancien chef d'entreprises multinationales, réfléchit à notre monde et à ce qu'est vraiment l'écologie, soit «une croissance égale de l'écono-

mie et du social excluant toute domination de l'une sur l'autre».

Il y a là un équilibre à améliorer, enjeu crucial, mais difficile. L'auteur explique les raisons de la prise de conscience et du changement à engager, il montre les obstacles de la «pandémie libérale», dont la loi du moindre effort n'est pas la tare la plus simple à corriger. De la religion à l'école, de l'argent à la politique, l'analyse est sévère et serait décourageante si elle ne débouchait sur l'espoir de

quelques solutions. Retrouver le bon sens, retrouver l'équilibre entre le bien et le mal, comme dit Alain Dunand. Cela exige une réforme du système politique et de nos comportements. Mais c'est un effort à consentir et l'effort est gratifiant. Il s'agit simplement de «redevenir humain.»

GPR

La société de consommation. Inhumanité croissante de la planète – peut-on en guérir d'Alain Dunand. Slatkine, Genève 2007.

| BRÈVES |

Les Îles Marshall ont été biffées de la liste des «paradis fiscaux non coopératifs», établie par l'OCDE. Après le Libéria, la république micronésienne est le deuxième centre financier à rejoindre, en l'espace d'un petit mois, les juridictions qui ont pris l'engagement de mettre en place «un environnement respectueux de strictes normes de transparence et d'échange de renseignements en matière fiscale». Du coup, le Liechtenstein se retrouve très seul. Avec Andorre et Monaco, l'Etat princier est le dernier mouton noir sur la liste du gendarme de la vertu financière.

L'été, décidément, sourit aux nations du Pacifique. Les Tonga,

750 kilomètres carrés, 116 000 habitants, deviennent le 151^e membre de l'Organisation mondiale du commerce, l'OMC pour les intimes. Dans son discours de bienvenue, le directeur général, Pascal Lamy, s'est déclaré «très heureux» d'accueillir ce «petit pays en développement», qui vit essentiellement de l'agriculture et de la pêche. Qui disait l'OMC en crise?

On a beaucoup parlé de Locarno au moment du festival du film, mais qui s'intéresse au patrimoine architectural de la cité tessinoise? La question est de mise, car il ne restera bientôt plus une seule villa lombarde typique sur le port où la

promotion immobilière règne en maître, comblant le rêve des édiles de transformer Locarno en un nouveau «Montecarlo».

François Savary a fait long feu à la direction des publications du groupe Agefi. Un an à peine après avoir débarqué au quotidien de la finance (passé entre-temps dans le giron d'une chaîne de cliniques) comme membre du triumvirat de tête, l'ancien directeur du département de la recherche de la banque privée Lombard Odier Darier Hentsch est revenu à ses premières amours, l'analyse financière.

CC

ÉCONOMIE

RETOURNEMENT DE SITUATION

Les caisses de pension sont sans doute nombreuses qui, en début d'année, avaient décidé d'augmenter au-dessus du minimum légal la rémunération de l'avoironnement de leurs assurés. La Bourse avait beaucoup monté, permettant à ces institutions de prévoyance de regarnir leurs réserves de fluctuation des cours et de revenir à un taux de couverture de leurs engagements, supérieur à 100%.

Patatras. Les marchés ont perdu en quelques jours tout – ou presque – ce qu'ils avaient gagné depuis le 1er janvier. Il n'est pas certain que les derniers mois de l'année suffisent à rétablir, pour l'ensemble de l'année, une performance qui justifierait, a posteriori, la générosité témoignée en première partie d'exercice.

Ce qui est certain, en revanche, c'est qu'il ne sera plus possible avant longtemps (jusqu'à la formation de la prochaine bulle d'optimisme, en tout cas) de parier aussi unilatéralement sur les performances boursières pour financer les retraites. Ni les actions, ni même les obligations, affectées par la hausse des taux d'intérêt, ni encore l'immobilier, touché par ricochet par la crise du secteur aux Etats-Unis, ne sont en mesure d'apporter de façon régulière, c'est-à-dire de manière à satisfaire aux besoins des institutions de prévoyance de présenter chaque année un bilan conforme aux exigences actuarielles, une performance justifiant qu'elles se montrent beaucoup plus généreuses que ce à quoi la loi les oblige.

On écouterait avec intérêt les explications que les gérants fourniraient en fin d'année aux conseils de fondation des caisses de pension pour justifier en quoi les explications qu'ils leur avaient données en début d'année ne sont plus valables douze mois après.

Marian Stepczynski